



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE INDUSTRIE RECHERCHE et de l'ENVIRONNEMENT PACA
18940 - 8 - AOUT 2002
COURRIER ARRIVÉE

## PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DU CADRE DE VIE

Marseille, le - 6 AOUT 2002

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Monsieur MAJCICA

☎ 04.91.15.62.66.

EM/BN

N° 2002-233/152-2001 A

### ARRÊTÉ

engageant la procédure de consignation  
à l'encontre de la Société PORT PÉTROLIER DE GIVORS  
à PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,  
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L.514-1,

VU l'arrêté ministériel du 10 Mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation et notamment son article 7,

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié,

VU l'arrêté préfectoral n° 2001-368/152-2001 A du 22 Novembre 2001 mettant en demeure la Société PORT PÉTROLIER DE GIVORS de respecter l'article 7 de l'arrêté ministériel précité, à savoir la mise en place d'un système de gestion de la sécurité,

VU la visite de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 14 Mai 2002 sur le site exploité par ladite société à PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE et le procès-verbal en résultant,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 13 Juin 2002,

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas déféré aux dispositions de l'arrêté du 22 Novembre 2001 et que les raisons ayant motivé sa signature demeurent,

.../...

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1er**

La procédure de consignation prévue à l'article L 514-1-I-1 du Code de l'Environnement est engagée à l'encontre de la Société PORT PÉTROLIER DE GIVORS, dont le siège social est situé Place du Bassin - 69700 GIVORS pour l'établissement qu'elle exploite dans la Z.I. Berge Sud du Canal - 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE.

A cet effet, la Société PORT PÉTROLIER DE GIVORS doit consigner entre les mains d'un comptable public la somme de 25.000 EUROS répondant des investissements nécessaires à la mise en place d'une Politique de Prévention des Accidents Majeurs et d'un Système de Gestion de la Sécurité.

Un titre de perception de 25.000 EUROS est rendu immédiatement exécutoire.

### **ARTICLE 2**

Cette somme sera restituée au fur et à mesure de l'avancement des travaux et après avis de l'Inspecteur des Installations Classées.

### **ARTICLE 3**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **ARTICLE 4**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Madame la Sous-Préfète d'ARLES,
- Le Maire de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Trésorier Payeur Général,

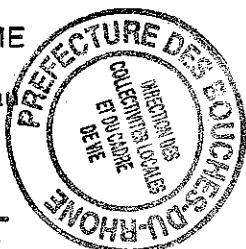
et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.


MARSEILLE, le

POUR COPIE CONFORME  
par délégation  
l'Adjoint au Chef de Bureau

  
Christine HERBAUT



Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

  
Emmanuel BERTHIER